

INSTALLATION, AUJOURD’HUI, AU PARLEMENT EUROPÉEN DE L’INTERGROUPES
POUR L’AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE SAHRAOUI

Crans Montana à Dakhla, le droit à Bruxelles

Aujourd’hui, sera installé au siège du Parlement européen (PE) à Bruxelles l’intergroupes de soutien au peuple sahraoui. L’événement — c’en est un, assurément — est une grosse défaite du lobbying marocain.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Depuis pratiquement une année, les grosses pointures du Makhzen, ONG dont Crans Montana, des eurodéputés, des parlementaires d’Etats membres, des porte-voix payés rubis sur l’ongle par le palais royal de Rabat, tentent d’exploser la mise sur pied de la structure paneuropéenne qui se trace, comme objectif principal, «l’aboutissement du processus d’autodétermination des populations sahraouies». Le Makhzen consommera donc en ce 24 février, le fait et boira la pilule amère. Ils sont plus de cent vingt-trois europarlementaires à composer le groupe.

Le fait que la présidence du

Parlement européen ait consenti, après moult discussions, d’accorder le titre de «formel» à l’équipe de solidarité avec le Polisario est significatif.

Formel signifie, tout d’abord, que les eurodéputés initiateurs de l’Alliance, auront droit à un secrétariat, des sièges à Strasbourg et à Bruxelles, éliront un bureau de coordination et doivent régulièrement rendre compte de leurs actions. Par le biais de rapports, d’enquêtes, de missions et de réunions (régularité à définir) d’information pour tout le Parlement européen.

La tâche n’a pas du tout été aisée, il faut en convenir. La diplomatie marocaine ayant mis tout son poids pour saborder la constitution du groupe. Plusieurs fois, le clash a

été évité, ici, entre partisans du processus de l’ONU, doctrine officielle de l’Union européenne sur le Sahara occidental et les lobbies pro-marocains.

Les regroupements essentiels du Parlement européen PPE (droites et centre-droits), PSE (Socialistes, Verts, libéraux, Sirysa, Podemos, communistes) n’ont pas, faut-il le relever, abandonné les Sahraouis en rase campagne. Le président du Parlement européen a juste exigé que l’intergroupes «Paix au Sahara occidental» soit représentatif de l’ensemble des formations qui composent la prestigieuse Chambre-Basse européenne. Ce qui fut réalisé.

Le ministre sahraoui chargé des Relations avec l’Europe, Mohamed Sidati, a pu donc, grâce aux traditionnels soutiens espagnol, suédois, danois, grec, italien, portugais, per-

suader beaucoup de nouveaux eurodéputés à rejoindre la cause. Des Français, des Belges, des Néerlandais, des Britanniques ont consenti à devenir membres à part entière de la coalition parlementaire pro-Polisario.

Il faut noter que l’excèsif chantage marocain et des errements d’analyse de la question ont contribué à l’échec marocain. Le 4 février dernier, alors même que les consultations allaient bon train pour trouver des formules intermédiaires, satisfaisantes pour les deux parties (maroc et Polisario), un eurodéputé zélé, identifié comme étant totalement entre les mains du Makhzen, avait organisé une rencontre autour de la «marocanité du Sahara».

Avec comme seul «témoignage» du fait, un documentaire «maison», réalisé par un regard et des techniques de propagande. Ça a été

l’élément déclencheur, la bascule. Beaucoup d’europarlementaires, avant cette intrusion «royale», qui hésitaient, cherchaient le compromis, ont alors rejoint l’intergroupes de soutien au peuple sahraoui.

Il est évident que la date de l’installation de cette importante organisation intereuropéenne, de surcroît composée d’élus, que d’élus, rien que des élus qui plus est au niveau continental, n’est pas fortuite. Elle est le pendant de la tournée qu’effectue Christopher Ross, l’envoyé spécial de l’ONU, dans la région. Les eurodéputés envoient, à partir d’aujourd’hui, le message de l’Union européenne au représentant du secrétaire général onusien. Pas de solution en dehors des résolutions pertinentes de l’ONU et pas de place pour une marocanité du Sahara occidental maquillée.

A. M.

Athènes cherche la voie étroite entre promesses à ses électeurs et à la zone euro

Le gouvernement grec peaufinait, lundi, la liste des réformes attendue avant la fin de la journée par la zone euro pour valider le laborieux compromis sur l’extension du financement du pays, tout en espérant infléchir la politique d’austérité imposée depuis 2010.

«Notre liste de réformes est presque prête», a affirmé dimanche après-midi sur son compte twitter Yanis Varoufakis, l’iconoclaste ministre des Finances du gouvernement de gauche radicale d’Alexis Tsipras. Il a cependant démenti qu’un brouillon de ces réformes circule déjà entre Bruxelles et Athènes, comme l’affirment plusieurs médias. L’accord de la dernière heure trouvé vendredi soir entre la Grèce et ses partenaires européens prévoit l’extension jusqu’à fin juin de l’aide européenne au pays à condition que le gouvernement Tsipras continue de collaborer dans le cadre du plan de sauvetage en cours depuis 2010 et renouvelé en 2012.

Le nouvel exécutif avait fait vœu, avant d’accéder au pouvoir le 25 janvier, de «déchirer» ce programme d’aide, synonyme de rigueur budgétaire drastique, et continue, depuis l’accord de vendredi, de proclamer qu’il a «laissé l’austérité derrière (lui)».

Il met notamment en avant la principale concession arrachée à ses partenaires: pouvoir présenter à la zone euro d’ici lundi soir sa propre liste de réformes avec l’espoir de faire accepter des mesures moins douloureuses pour la population que celles prévues dans le programme initial qui s’achève samedi. Mais la marge de manœuvre reste très étroite puisque la Grèce s’est aussi engagée à ne pas faire déraiper l’équilibre des finances publiques.

«À Athènes de jouer»

Si le catalogue de mesures n’est pas validé

par les 18 autres ministres des Finances de la zone euro, qui devaient en discuter mardi par téléphone, Athènes et ses créanciers seront renvoyés à la case départ: celui du spectre d’une asphyxie budgétaire de la Grèce, faute de prolongation de l’aide financière après le 28 février, et au final d’une sortie du pays de la monnaie unique.

Même en cas de feu vert de la zone euro sur les propositions du gouvernement Tsipras, le pays n’est pas sorti de l’ornière, soulignaient lundi plusieurs analystes.

Le compromis de vendredi est «simplement un accord pour entamer des négociations qui seront sans nul doute complexes et pénibles», selon Chris Weston de la société de courtage IG.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, cité lundi dans le quotidien populaire *Bild*, a souligné que beaucoup restait à faire. «L’Europe a obtenu une pause pour souffler, rien de plus, certainement pas une solution. Maintenant, c’est au gouver-

nement d’Athènes de jouer».

Ainsi, la mise en œuvre des réformes fera l’objet d’une évaluation en avril et la zone euro ne devrait pas, d’ici là, déboursier l’argent restant dans le programme d’aide (7,2 milliards d’euros, dont 3,6 venant de l’UE).

Or, rappellent les économistes de Berenberg, Athènes «aura probablement besoin d’argent en mars pour honorer 2,2 milliards d’euros de remboursements de prêt, dont 1,4 milliard du FMI».

Et les finances grecques ne sont pas au mieux, affichant, selon le ministre d’Etat Nikos Pappas, un manque à gagner de 4 à 4,5 milliards d’euros ces derniers mois, par rapport aux prévisions.

Prochaine étape : le Bundestag

Les réformes envisagées par Athènes permettraient d’encaisser environ 7,3 milliards d’euros de recettes, affirmait *Bild* lundi, citant les revenus attendus de l’offensive contre la contrebande de cigarettes et d’essence et la

La Russie propose à l'Iran de nouveaux missiles malgré les sanctions

La Russie va proposer à Téhéran de lui fournir de nouveaux systèmes de missiles perfectionnés S-300 après avoir annulé en 2010 un contrat de livraison similaire à cause des sanctions de l'ONU contre l'Iran, a annoncé lundi l'entreprise qui les fabrique.

«Nous leur avons proposé des Antei-500», une version modifiée pour l'exportation des S-300 russes, a annoncé Sergueï Tchemezov,

chef de Rostec, groupe public chargé notamment de promouvoir le développement et l'exportation d'armements. «La décision (de les acheter) n'a pas encore été prise» par Téhéran. En 2007, la Russie avait conclu avec l'Iran un contrat de livraison de missiles S-300, des systèmes capables d'intercepter en vol des avions ou des missiles, d'un montant de 800 millions de dollars. Ce contrat avait été annulé en 2010 par Moscou, qui appliquait une résolution de l'ONU sur de nouvelles sanctions infligées à l'Iran en raison de son programme nucléaire controversé.

AFGHANISTAN

Abdullah espère des pourparlers avec les talibans

Le chef de l'exécutif afghan Abdullah Abdullah espère l'ouverture de pourparlers de paix entre le gouvernement et les talibans dans les «prochains jours», a-t-il déclaré au cours d'un Conseil des ministres lundi.

Plusieurs cadres talibans avaient annoncé jeudi dernier une reprise prochaine de contacts avec les Américains au Qatar pour tenter de mettre sur les rails des pourparlers de paix après plus de 13 ans de conflit en Afghanistan.

Mais cette annonce avait été démentie par

Washington et par le porte-parole officiel des talibans. Or lundi, le chef de l'exécutif afghan, Abdullah Abdullah, a dit miser sur le début prochain d'un dialogue.

«Les pourparlers de paix, si Dieu le veut, vont commencer dans les prochains jours, c'est dans l'intérêt de l'Afghanistan», a-t-il déclaré. «La population afghane sera informée du début, des développements et de la fin de ces pourparlers», a ajouté M. Abdullah.

Plusieurs tentatives de dialogue entre des talibans et Washington, principal soutien du gouvernement de Kaboul, ont eu lieu ces dernières années, sans résultat faute d'accord notamment sur le retrait total des soldats étrangers du pays réclamé par les rebelles.

Mais l'arrivée au pouvoir à l'automne dernier du nouveau président afghan Ashraf Ghani et des signes récents d'ouverture du Pakistan voisin, qui dispose de relations historiques avec les talibans afghans, laissent espérer un dialogue plus fructueux que par le passé, selon plusieurs sources proches du dossier.

M. Abdullah a d'ailleurs salué lundi les efforts du Pakistan voisin en faveur de la paix, Islamabad ayant récemment affirmé cibler «tous» les groupes islamistes armés incluant ceux qui sévissent en Afghanistan voisin.

«Nous espérons qu'avec cette nouvelle position (du Pakistan), la voie sera ouverte pour l'ouverture et la tenue de négociations

pour une paix durable et digne pour l'Afghanistan», a dit M. Abdullah.

Les talibans ont encore démenti dans un communiqué les informations faisant état de pourparlers préliminaires avec le gouvernement afghan.

«Nous avons dit à plusieurs reprises que ces informations de presse n'avaient pas été annoncées par des dirigeants de l'Emirat islamique d'Afghanistan (nom officiel des talibans en Afghanistan, ndr) et que leurs sources étaient fausses et sans fondement», souligne le communiqué des talibans qui s'engagent toutefois à annoncer officiellement tout développement «en faveur de l'intérêt national de l'Afghanistan».